



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**SERVICE D'INFRASTRUCTURE
DE LA DÉFENSE NORD OUEST**

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

**Maîtrise d'ouvrage
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Conduite d'opération
ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest**

OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Base de Défense Rennes-Vannes-Coëtquidan - BRUZ (35) – Accord cadre pour la réalisation de travaux neufs et de maintenance de niveau 5 de tous corps d'états techniques sur le site de DGA MI à BRUZ (35)

PROJET N° 24-013

SOMMAIRE

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 EXCLUSIONS	4
1.3 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1.3.1 Lots	4
1.3.2 Tranches	5
1.4 DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHÉ	5
1.4.1 Sous-traitants de rang 1	5
1.4.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant	6
1.5 TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	6
1.5.1 Protection du secret	6
1.5.2 Restrictions diverses	7
1.5.3 Contrôle nominatif	7
1.5.4 Enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques)	7
1.5.5 Contrôle des accès	8
1.5.6 Horaires de travail	8
1.5.7 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge	8
1.6 MAITRISE D'ŒUVRE	9
1.7 MISSION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE (SPS)	9
1.8 CONTROLE TECHNIQUE (CT)	9
1.9 COORDONNATEUR DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE (SSI)	9
1.10 COORDINATION ET PHASAGE	9
1.11 CONDITION PARTICULIERE D'EXECUTION	9
1.11.1 Clauses environnementales	9
1.11.2 Certificats d'économie d'énergie	10
1.12 CLAUSE SOCIALE : DISPOSITIF DU MILITAIRE BLESSE	10
1.12.1 Publics éligibles	10
1.12.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social	11
1.12.3 Intervention de Défense mobilité	11
1.13 LANGUE	12
1.14 PRESTATIONS FOURNIES GRACIEUSEMENT AU TITULAIRE	12
2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	13
2.1 PIECES PARTICULIERES	13
2.2 PIECES GENERALES	13
2.3 PIECES A DELIVRER AU TITULAIRE – CESSION OU NANTISSEMENT DES CREANCES	14
3. PRIX	14
3.1 FORME DES PRIX	14
3.2 VARIATION DES PRIX DU BPU	14
3.2.1 Type de variation des prix	14
3.2.2 Mois d'établissement des prix	14
3.2.3 Choix des index de référence	14
3.2.4 Modalités de variation des prix	15
3.3 VARIATION DES PRIX DU CATALOGUE BATIPRIX	15
4. BONS DE COMMANDE	16
4.1 ETABLISSEMENT D'UN BON DE COMMANDE	16
4.2 MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES D'UN BON DE COMMANDE	17
5. CALCUL DU MONTANT DES TRAVAUX	17
5.1 GENERALITES	17
5.2 BATIPRIX	17

5.3	COEFFICIENT DE PEINE ET SOIN	18
6.	MODALITES DE REGLEMENT	18
6.1	MENTIONS OBLIGATOIRES DE LA FACTURE.....	18
6.2	TRANSMISSION DE LA FACTURE	19
7.	AVANCE	19
8.	DELA(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES	19
8.1	DELA(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX	19
8.2	PROLONGATION DE(S) DELAI(S) D'EXECUTION	19
8.3	PENALITES	20
8.3.1	<i>Retard dans l'exécution des travaux.....</i>	<i>20</i>
8.3.2	<i>Retard dans la remise du devis et/ou du mémoire descriptif et estimatif.....</i>	<i>20</i>
8.3.3	<i>Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution (autre que le devis et le mémoire descriptif estimatif).....</i>	<i>20</i>
8.3.3.1	Avant exécution des travaux	20
8.3.3.2	Pendant l'exécution des travaux.....	20
8.3.3.3	Après l'exécution des travaux	20
8.3.4	<i>Réunions de chantier.....</i>	<i>21</i>
8.3.5	<i>Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....</i>	<i>21</i>
8.3.6	<i>Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier</i>	<i>21</i>
8.3.7	<i>Pénalité pour sous-traitance non déclarée.....</i>	<i>21</i>
8.4	RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	21
8.5	DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM	21
8.5.1	<i>Présentation du dispositif e-Attestations.....</i>	<i>21</i>
8.5.2	<i>Documents à produire.....</i>	<i>22</i>
9.	MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE.....	22
9.1	PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	22
9.1.1	<i>Provenance des matériaux et produits.....</i>	<i>22</i>
9.1.2	<i>Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....</i>	<i>22</i>
10.	PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	23
10.1	PERIODE DE PREPARATION	23
10.1.1	<i>Par les soins du maître d'œuvre.....</i>	<i>23</i>
10.1.2	<i>Par les soins du titulaire / des entrepreneurs.....</i>	<i>23</i>
10.1.2.1	Documents soumis au visa du maître d'œuvre	23
10.1.2.2	Documents non soumis au visa du maître d'œuvre.....	23
10.1.2.3	Documents relatifs à l'hygiène et à la sécurité.....	23
10.1.2.4	Documents relatifs à la gestion des déchets de chantier	24
10.2	MESURES DE SECURITE CONTRE L'INCENDIE	24
10.2.1	<i>Travaux par points chauds - permis de feu.....</i>	<i>24</i>
10.2.2	<i>Protection contre l'incendie.....</i>	<i>24</i>
10.3	MESURES A PRENDRE POUR LES TRAVAUX D'ELECTRICITE	24
10.4	TRAVAUX NON PREVUS.....	24
10.5	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION DES TRAVAUX.....	25
11.	CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX	25
11.1	ESSAIS POUR LA VERIFICATION DES RESULTATS	25
11.2	GARANTIES PARTICULIERES	25
12.	REGLEMENT DES LITIGES	25
	DIRECTION CENTRALE DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE.....	26
13.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	26

PREAMBULE – LEXIQUE

Dans le présent document,

SID N.O. : Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Ouest

PMO : Pôle de Maîtrise d'Œuvre

PCO : Pôle de Conduite d'Opération

USID : Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la réalisation de travaux neufs et de maintenance de niveau 5 de tous corps d'états techniques.

Le ou les lieux d'exécution des travaux sont les suivants : BRUZ (35) – DGA MI.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.2 Exclusions

Sont exclues du présent marché les prestations et travaux suivants :

- Les opérations dont le montant des travaux estimé est supérieur à 1 200 000 €HT, que les travaux soient commandés dans le cadre du présent accord-cadre ou dans le cadre de marchés individualisés.
- Les travaux de maintenance d'un niveau inférieur ou égal au niveau 4 de maintenance comme définis par la norme FD X 60-000, couverts par des marchés multitechniques.
- Si les travaux comprennent la modification et/ou créations d'alarmes, de points ou autres, leur intégration dans le système GTB / GTC doit passer par le titulaire du marché de MCO-MCS de la GTB-GTC. A cette fin, le titulaire du présent marché communique l'ensemble des éléments nécessaires à l'USID de Rennes.
- Les prestations concernant des bâtiments inscrits ou classés au titre des monuments historiques, ou des bâtiments qui, s'inscrivant dans le périmètre de protection d'un monument historique, nécessitent l'intervention de prestataires qualifiés.
- Les prestations faisant l'objet d'une maîtrise d'ouvrage publique (MOP) au titre des articles L2430-1 et suivants du code de la commande publique

1.3 Décomposition du marché

1.3.1 Lots

Les travaux sont répartis en 4 lots définis ci-après. Chaque lot fait l'objet d'un marché distinct.

N° du lot	Objet
1	VRD et espaces verts
2	couverture et bardage
3	Autres corps d'état
4	Electricité / Automatisme

1.3.2 Tranches

Sans objet.

1.4 Désignation des sous-traitants en cours de marché

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux, le représentant du maître d'ouvrage notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

Le droit à paiement direct prévu par l'article R2193-10 du code de la commande publique est calculé sur la base du montant annuel estimé soit, à titre indicatif :

- Lot 1 : 500 000 € HT
- Lot 2 : 200 000 € HT
- Lot 3 : 1 175 000 € HT
- Lot 4 : 625 000 € HT

Toute demande de sous-traitance est à envoyer par mail aux adresses suivantes :

- charles.bourrel@intradef.gouv.fr
- esid-rennes-marches-sai.resp.fct@intradef.gouv.fr

La demande sera accompagnée du bon de commande relatif à l'acte et si besoin, de la décision de prolongation de délai.

1.4.1 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le co-traitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la transmission du numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> et/ou un extrait Kbis,
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de 6 mois,
- une attestation URSSAF datant de moins de 6 mois,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile en cours et à jour et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- un RIB si le sous-traitant a droit au paiement direct,
- une caution bancaire si le sous-traitant n'a pas droit au paiement direct,

- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.4.2 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant de rang immédiatement précédant devra fournir au maître d'œuvre désigné au marché :

- la déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au dossier de consultation). Ce formulaire sera dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas échéant par le co-traitant), le sous-traitant de rang 1 et le sous-traitant de rang 2 ou suivant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations sera présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TVA en cas d'auto liquidation),
- la transmission du numéro unique d'identification (ou numéro SIREN) permettant au pouvoir adjudicateur d'accéder aux informations qui lui sont nécessaires par l'intermédiaire du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/> et/ou un extrait Kbis,
- une attestation de régularité fiscale datant de moins de 6 mois,
- une attestation URSSAF datant de moins de 6 mois,
- une copie des contrats d'assurance responsabilité civile en cours et à jour et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale,
- une caution bancaire,
- les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent,
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

1.5 Travaux intéressant la défense – Mesures de sécurité

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG/travaux et de l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le présent marché est un marché dit **SENSIBLE**.

1.5.1 Protection du secret

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG/TVX et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense et de la sécurité nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection des informations et supports classifiés qui peuvent être détenus dans le service, au profit duquel le marché est exécuté ou dans tout lieu dans lequel ce contrat est exécuté.

Le titulaire reconnaît

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas à connaître ou détenir les informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel appelé, sous sa responsabilité à un titre quelconque, à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations.

Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense et de la sécurité nationale.

Le titulaire s'engage à ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée accèdent au lieu d'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès du personnel concerné au lieu d'exécution des prestations.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

1.5.2 Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.5.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel qui réalise les prestations est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par l'USID. Cette liste comporte pour chaque personne les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci le représentant de l'acheteur exige à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est interdit d'accès.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie pour la réalisation des prestations est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

1.5.4 Enquête administrative nominative (Contrôle PRimaire (CPR) des personnes physiques)

L'ensemble du personnel qui réalise les prestations sur site fait l'objet d'un contrôle primaire via une procédure USID qui sera transmise au titulaire du marché. A cette fin, le formulaire de contrôle primaire « SOPHIA » disponible sous : <https://armement.defense.gouv.fr/securite-et-habilitation/habilitation-des-personnes-morales-et-physiques/contrôle-primaire> est à compléter, pour chaque personne.

Le dossier relatif au CPR est transmis à l'USID de Rennes – Vannes – Coëtquidan à l'adresse suivante : usid-rennes-cpr.contact.fct@intradef.gouv.fr et comprend :

- le formulaire de Contrôle PRimaire (CPR) « SOPHIA » disponible sur le site de la DGA (<https://armement.defense.gouv.fr>) en 2 exemplaires :
 - o en pdf natif (règle de nommage : CPR_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA)
 - o en pdf scanné, après signature (règle de nommage : SCAN_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA)
- un pièce d'identité valide (règle de nommage : PI_NOM_Prénom_date de naissance au format JJMMAAAA).

Le résultat de l'enquête est communiqué à l'officier de sécurité du site.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salariés, sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

A titre indicatif et prévisionnel, le délai nécessaire pour la validation des contrôles primaires est d'environ 2 mois. Le titulaire tient compte de ce délai dès la notification du marché et pour toute mise à jour de la liste nominative du personnel qui réalise les prestations.

1.5.5 Contrôle des accès

L'accès au site est subordonné au passage par le poste de sécurité. Le contrôle d'accès ainsi que les règles intérieures du site sont applicables.

Les procédures sont susceptibles d'évoluer dans le temps en fonction de la destination des locaux. Il appartient au prestataire de s'assurer en permanence du statut des locaux auquel il lui faut avoir accès, en particulier du fait de la présence de nombreuses zones réservées dont les protocoles d'accès et de contrôle des présences sont contraignantes.

Le titulaire et son personnel ne seront admis à pénétrer et à circuler dans l'établissement qu'après s'être munis de titre d'accès qui leur seront délivrés sur leur demande et à leurs frais, pour la durée du marché, par les services de sécurité. La demande sera présentée au service compétent dans les délais qui seront notifiés.

Les badges permanents doivent être rendu au Client en fin de marché ou dès le départ ou le licenciement du détenteur, ainsi que d'une carte professionnelle.

En cas de non remise de clé(s) par l'un des intervenants du Titulaire le jour de son départ, le Client retient le montant correspondant au remplacement systématique de tous les canons concernés sur l'une de ses factures.

En cas de non remise d'un badge d'accès par l'un des intervenants du Titulaire le jour de son départ, le Client retient un montant forfaitaire de 50 € HT par badge classifié sur l'une de ses factures.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services de sécurité auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Le site de DGA MI de Bruz est généralement fermé entre Noël et nouvel an, le vendredi suivant l'Ascension, le lundi de Pentecôte et 5 vendredis en juillet et août.

1.5.6 Horaires de travail

Les horaires pour les intervenants extérieurs au site sont :

- Du lundi au vendredi : 7h30 – 19h00
- Du lundi au vendredi : 8h30 – 16h30 si accès en zone réservée

Lorsque qu'un opérateur économique veut appliquer des heures d'embauche et de débauche différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

- Le lundi de Pentecôte est œuvré afin de réaliser des prestations de maintenance et de travaux qui nécessitent des coupures énergétiques importantes ou/et contraignantes pour le site de Bruz.

1.5.7 Identification des salariés employés sur le chantier - Port d'un badge

Chaque salarié présent sur le chantier (entreprise titulaire et ses sous-traitants) portera de manière apparente son badge fournis par le site.

1.6 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est interne ou externe SID Nord-Ouest :

Dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre interne, la maîtrise d'œuvre est assurée soit par :

- Un pôle de maîtrise d'œuvre (PMO) du SID Nord-Ouest
- L'USID de Rennes

Dans le cadre d'une maîtrise d'œuvre externe, la maître d'œuvre privée est sous le pilotage d'une conduite d'opérations issue soit de la cellule travaux de l'USID de Rennes, soit d'un pôle de conduite d'opération (PCO) du SID Nord-Ouest

La maîtrise d'œuvre est chargée d'une mission sur projet comprenant la direction de l'exécution du contrat de travaux, l'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement.

1.7 Mission Sécurité et Protection de la Santé (SPS)

La coordination générale est assurée par :

- Sans co-activité : Par le chargé de prévention du site de la DGA-MI pour les chantiers.
- En cas de co-activité, une coordination SPS de catégorie 2 et 3 peut être mandatée, elle sera communiquée par OS avant le démarrage des travaux.

A titre d'information le médecin de prévention du site est : Dr COURMON Aude

1.8 Contrôle technique (CT)

La mission CT, définie par l'article L111-23 du code de la construction et de l'habitation, sera définie dans le bon de commande en fonction des travaux à réaliser.

1.9 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)

Le cas échéant, les missions seront définies dans le bon de commande en fonction des travaux à réaliser.

1.10 Coordination et phasage

Le titulaire, en charge du bon de commande financièrement le plus élevé, a la charge de la coordination et du phasage entre les intervenants travaux. Un bon de commande dédié à cette mission lui est notifié, avec mention du montant total des bons de commande (y compris le montant du bon de commande travaux le concernant) et application du % financier lié à cette mission.

1.11 Condition particulière d'exécution

1.11.1 Clauses environnementales

Conformément à l'article 36.2.1 du CCAG travaux, le titulaire communique au maître d'ouvrage un schéma d'organisation et de gestion des déchets.

Les modalités de mise en œuvre des dispositions environnementales concernant le tri et l'évacuation des déchets sont fixées à l'article 1.9 du CCTP.

S'inscrivant dans le projet DGA, DGA Maîtrise de l'information est certifiée ISO 14001. Elle s'est engagée dans la mise en œuvre d'un système de management environnemental et se donne les moyens :

- De se mettre en conformité vis à vis de la réglementation environnementale, y compris les autres exigences applicables (recommandations du CGA, arrêtés préfectoraux, etc.) ;
- D'améliorer sa performance environnementale ;
- de limiter les impacts de ses activités sur l'environnement et les riverains, en situation normale et anormale et prendre toutes les dispositions pour limiter les pollutions en situation anormale ;
- de s'inscrire dans une démarche de développement durable.

En situation normale et pour les activités dont il a la charge le titulaire s'engage :

- à mettre en œuvre des modes opératoires respectueux de l'environnement, en particulier ceux permettant de maîtriser la consommation des ressources (eau, énergies, etc.) ;
- à n'utiliser que des produits dont l'impact sur l'environnement est maîtrisé (c.-à-d. démontré avec éléments justificatifs à l'appui) lorsque le recours par principe aux produits non-polluants ne permet pas l'atteinte de l'objectif de résultat ;
- à utiliser des moyens conformes à la dernière législation en vigueur notamment en terme de rejets dans le milieu naturel (émission de gaz [CO₂, NO_x, etc.] par les moyens en véhicule du prestataire par exemple) ;
- à respecter scrupuleusement les règles de tri sélectif des déchets imposées par le Client ;
- à proposer dans le cadre du rapport annuel des améliorations de la performance environnementale du marché.

En situation « anormale », le titulaire s'engage, d'une part, à informer sans délai le chargé d'affaires de tout incident et/ou accident susceptible de porter atteinte à l'environnement et, d'autre part, à mettre en œuvre les dispositions prévues dans les procédures internes du Client en cas de survenance de tels événements.

Le titulaire s'engage à transférer ces obligations à l'ensemble des partenaires auxquels il aura recours pour l'exécution des travaux du marché.

1.11.2 Certificats d'économie d'énergie

Sans objet

1.12 Clause sociale : dispositif du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

1.12.1 Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

1.12.2 Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par l'entreprise titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant en cas de recours à la sous-traitance dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

En cas de sous-traitance, le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, ou à l'issue de la réunion de lancement du marché si celle-ci n'est pas organisée dans les trente (30) jours suivant la notification du marché, les éléments suivants :

- les domaines d'activités qu'il propose pour la réalisation d'un stage ;
- la localisation des sites concernés par l'exécution du marché (département et commune en France) ;
- leur accessibilité en transport en commun (oui / non) ;
- les coordonnées du référent entreprise qui est l'interlocuteur de l'Administration (acheteur et Défense mobilité) et qui sera chargé du suivi du dispositif.

L'acheteur transmet ensuite ces éléments accompagnés des informations suivantes à Défense mobilité :

- Numéro du marché ;
- Date de notification ;
- Durée et date d'échéance.

Lorsqu'un militaire blessé est intéressé par l'un des domaines d'activités proposé par le titulaire, Défense mobilité prend contact avec le correspondant du titulaire.

Commence alors un dialogue entre le titulaire, Défense mobilité et le militaire blessé afin de convenir des modalités de réalisation du stage.

Une fois la fiche de stage validée, une convention de stage est renseignée et signée par l'ensemble des parties prenantes (le militaire blessé, le titulaire et Défense mobilité).

Conformément aux termes de cette convention, le référent entreprise accueille le stagiaire en immersion complète dans ses locaux ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées, s'assure du bon déroulement du stage et en assure le suivi auprès de Défense mobilité.

Le stagiaire n'est pas gratifié par l'entreprise. Néanmoins, cette dernière peut mettre à disposition du stagiaire des tickets restaurant voire lui attribuer des aides aux transports.

1.12.3 Intervention de Défense mobilité

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. A ce titre, il accompagne chaque année vers l'emploi plus de 14 000 militaires et civils des armées en transition professionnelle ainsi que les conjoints des ressortissants des armées et de la gendarmerie nationale. Dans ce cadre, il accompagne également les militaires blessés qui souhaitent élaborer un nouveau projet professionnel.

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire :
 - dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
 - de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale ;
 - d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;

- de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;

- d'informer l'acheteur :

- lors de la signature d'une convention de stage ;
- de lui rendre compte de toute difficulté rencontrée ;
- de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire.

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé :

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance du marché, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

1.13 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au représentant du maître d'ouvrage doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

1.14 Prestations fournies gracieusement au Titulaire

Il est mis gracieusement à la disposition du Titulaire les moyens ci-dessous :

- un local à usage de bureau (mobiliier à charge de l'entrepreneur) pour les lots 3 & 4;
- un local à usage de stockage BOX n° 7 (mobiliier à charge de l'entrepreneur) pour le lot 3;
- des sanitaires ;
- les fluides : eau, électricité.
- Un poste téléphonique raccordé au réseau interne (sans accès vers l'extérieur site) du site de DGA MI de Bruz. Charge aux titulaires des lots 3 et 4 de prévoir une ligne téléphonique avec accès à Internet fibre optique et d'en assurer tous les frais de mise à disposition et d'abonnements éventuels.

Le Titulaire maintient en état de propreté les locaux qui sont mis à sa disposition.

Le Titulaire doit laisser le libre accès aux locaux qui lui sont confiés au personnel des services de sécurité incendie et de sûreté du site de DGA MI.

Une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) sera mise en place dans le cadre de cette mise à disposition des locaux, emplacement terrain, énergies, fluides etc...

L'attention du titulaire est portée sur le fait que les prestations réalisées dans les locaux de l'administration sont exécutées au seul profit du personnel militaire du ministère des Armées, stationné en France métropolitaine (Corse comprise), en Outre-mer et à l'étranger.

Aussi, après attribution de l'accord-cadre, conformément aux dispositions de l'article L. 2122-1 du code général de la propriété des personnes publiques (CG3P) qui stipule que « Nul ne peut, sans disposer d'un titre l'y habilitant, occuper une dépendance du domaine public d'une personne publiques mentionnée à l'article L. 1 ou l'utiliser dans des limites dépassant le droit d'usage qui appartient à tous », le titulaire devra demander auprès du commandant de la base de défense concernée, à bénéficier d'un titre d'occupation afin de pouvoir occuper les locaux dont il aura besoin pour réaliser les prestations prévues dans le cadre du marché.

Ce titre d'occupation sera instruit par le service d'infrastructure de la défense, en liaison avec le représentant de l'Etat-proprétaire à savoir le directeur départemental des finances publiques (DDFIP) qui fixe les conditions financières liées à l'occupation ou à l'utilisation du domaine public de l'Etat (article R. 2125-1 du CG3P) et adressé pour signature à l'autorité domaniale compétente.

Concernant le montant de la redevance, l'attention du titulaire est appelée sur le dernier alinéa de l'article L. 2125-1 du CG3P qui précise que « Lorsque l'occupation du domaine public est autorisée par un contrat de la commande publique ou qu'un titre d'occupation est nécessaire à l'exécution d'un tel contrat, les modalités de détermination du montant de la redevance mentionnée au premier alinéa sont fonction de l'économie générale du contrat.

Lorsque ce contrat s'exécute au seul profit de la personne publique, l'autorisation peut être délivrée gratuitement

2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/travaux, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

2.1 Pièces particulières

- La lettre de notification, acte d'engagement (AE), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le bordereau de prix unitaires et les coefficients de vente
- le catalogue « Batiprix » en cours de validité à la date d'établissement de devis
- les bons de commande
- les actes spéciaux de sous-traitance
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- l'offre technique du titulaire (dont l'étude de cas du mémoire technique) complétée des éventuels demandes de précisions établies lors de l'analyse de l'offre .

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

2.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 3.2.2 :

- cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux de génie civil approuvé par arrêté du 07 octobre 2021,
- cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG/travaux) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

2.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Conformément à l'article 4.2 du CCAG/travaux, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

3. PRIX

3.1 Forme des prix

Le marché comprend :

- des prestations ou travaux à prix unitaire prévus dans le BPU
- des prestations ou travaux à prix unitaire non prévus dans le BPU : le prix de ces prestations est alors défini dans le catalogue « BATIPRIX » version WEB dès lors qu'il y est référencé après application du coefficient KB
- des prestations ou travaux à prix unitaire sur devis non prévus dans le BPU et au BATIPRIX : le titulaire appliquera le coefficient de peine et soin KF à l'ensemble du devis fournisseur

3.2 Variation des prix du BPU

3.2.1 Type de variation des prix

Les prix du BPU sont révisés annuellement à compter de la date de notification de l'accord-cadre dans les conditions définies aux articles ci-dessous. Le titulaire envoie un BPU révisé au plus tard 15 jours avant la date d'échéance de la période annuelle.

La révision des prix du BPU ne sera appliquée qu'aux bons de commande initiés après la date mentionnée dans le courrier de validation du BPU révisé.

Le BPU est communiqué sous format .pdf et .xls(x) sur support électronique au chargé d'affaires de l'opération qui le transmettra à : esid-rennes-marches-sai.resp.fct@intradef.gouv.fr

3.2.2 Mois d'établissement des prix

Par dérogation à l'article 9.4.2 du CCAG/travaux, les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois précédant celui de la date limite de remise des offres, indiquée dans la lettre de notification. Ce mois est appelé « mois zéro ».

3.2.3 Choix des index de référence

Les index de référence (I), choisis en raison de leur structure pour la révision des prix du BPU sont :

Lot n°1 : VRD et espaces verts

Index	Intitulé de l'index
TP 01	Index général tous travaux

Lot n°2 : couverture et bardage

Index	Intitulé de l'index
BT 34	Couverture en zinc et métal (sauf cuivre)

Lot n°3 : Autres corps d'état

Index	Intitulé de l'index
BT 01	Tous corps d'états

Lot n°4 : Electricité / Automatismes

Index	Intitulé de l'index
BT 47	Électricité

Les index sont publiés sur les sites suivant : <http://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/indicateurs-indices/ar/453.html> et <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/bsweb/theme.asp?id=05>.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

Par dérogation à l'article 10.6 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités de dédit ou d'attente.

Par dérogation à l'article 19.4 du CCAG/travaux, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux primes d'avance.

La formule de variation des prix n'est pas appliquée aux indemnités d'attente de reprise des travaux dues suite à ajournement des travaux, dans l'hypothèse où ces dernières sont fixées contractuellement.

3.2.4 Modalités de variation des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour la révision du BPU est donné par la formule :

$$C_n = I_n / I_0$$

dans laquelle :

C_n représente le prix révisé.

La valeur n de l'indice correspond à la dernière valeur publiée à la date d'échéance de la période annuelle

La valeur o de l'indice est celle de l'indice correspondant au mois précédant la date limite de remise des offres.

3.3 Variation des prix du catalogue BATIPRIX

Les prix établis à partir du catalogue « BATIPRIX » se voient appliquer des coefficients KB contractuels mentionnés sur le bordereau des prix. Les prix sont révisés de fait par l'évolution des prix du catalogue « BATIPRIX ». Le catalogue faisant foi est la dernière mise à jour du catalogue sur INTERNET. Les prix fixés sur le bon de commande sont fermes.

Dès notification du marché, le titulaire du lot doit fournir :

1 exemplaire papier du catalogue « BATIPRIX » une fois par an, un accès au catalogue par INTERNET avec tous les services (gratuits et payants) durant la totalité du marché.

4. BONS DE COMMANDE

Chaque demande de travaux fait l'objet d'un bon de commande envoyé par courriel par la personne publique ou de manière automatisée par mail en provenance de CHORUS. Les bons de commande sont écrits, datés et numérotés. En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par la personne publique, et précise notamment :

- la référence du marché ;
- le lieu d'exécution ;
- l'objet et la description des travaux ;
- l'identité du représentant du maître d'ouvrage ;
- la date de début d'exécution des travaux, si elle est connue par le représentant du maître d'ouvrage ;
- le délai d'exécution des travaux ;
- le montant de la prestation avec décomposition par type de prix et dans l'ordre :
 - prestations commandées au BATIPRIX ;
 - prestations commandées au BPU ;
 - prestations commandées hors BPU et BATIPRIX ;
- éventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant du maître d'ouvrage ;
- le mode d'évaluation des ouvrages.

Tout bon de commande notifié pendant la période de validité du marché doit être exécuté jusqu'à son terme.

4.1 Etablissement d'un bon de commande

Le bon de commande est établi sur la base d'un projet de commande.

Après envoi de la demande d'établissement des prix par le représentant du maître d'ouvrage selon modèle joint en annexe 1 du CCTP, le titulaire remet le projet de commande comprenant un mémoire descriptif et estimatif sur la base d'un devis établi à partir des prix du BPU et/ou du catalogue « BATIPRIX » et/ou le cas échéant après application d'un coefficient de peine et soins KF pour les prix nouveaux hors BPU, hors BATIPRIX.

Le devis accompagné du mémoire descriptif et détaillé doit être fourni dans un délai de :

-10 (dix) jours calendaires si le montant estimé de l'opération est inférieur à 15 000 € HT

-21 (vingt et un) jours calendaires si le montant estimé de l'opération est supérieur ou égal à 15 000 € HT

Remarque : Mission coordination/phasage (coefficient KOPC)

Le mode d'établissement du prix de ce poste correspond à un pourcentage des montants des devis des autres lots. Ce pourcentage est variable selon que le montant estimé du bon de commande est inférieur à 15 000,00 € HT, ou est supérieur ou égal à 15 000,00 € HT.

Le délai part à la date de demande d'établissement des prix émise par courriel. Dans les cas de travaux de faibles importances ou dans les cas d'urgence, ce délai pourra être réduit.

Le devis détaillé fait apparaître :

- ✓ Le site concerné, la localisation précise des prestations (bâtiment, pièce) ;
- ✓ La désignation exacte des prestations avec leur descriptif ;
- ✓ Pour chaque nature d'ouvrage, les quantités, la référence et les coûts unitaires « BATIPRIX »,
- ✓ Le coefficient multiplicateur (KF) pour la fourniture, applicable aux ouvrages dits hors bordereau.
- ✓ Le coefficient KB, applicable au BATIPRIX.
- ✓ Le cas échéant, le coefficient KOPC applicable aux différents lots,
- ✓ Le coût total hors taxe de chaque nature d'ouvrage ;
- ✓ Le coût total hors taxe de l'ensemble des postes,
- ✓ Pour le prix sur BPU et le Bâtiprix les quantités et références.

4.2 Mode d'évaluation des ouvrages d'un bon de commande

L'acheteur public définit dans la demande d'établissement des prix, en application de l'article 4.1 du présent CCAP, la forme du prix. Les bons de commande peuvent ainsi être payés selon deux formes :

- soit par application de prix unitaires,
- soit par application d'un forfait.

En cas de paiement du montant du bon de commande aux prix unitaires, la méthode utilisée consiste à appliquer aux prix unitaires de l'accord-cadre les quantités estimées par le titulaire et validées par le représentant du maître d'œuvre. Le bon de commande sera alors réglé sur la base d'un métré établi après constat contradictoire des ouvrages réalisés.

En cas de paiement du montant du bon de commande au forfait, la méthode utilisée consiste à appliquer aux prix unitaires de l'accord-cadre les quantités calculées à partir d'un métré établi par le titulaire sur plans ou sur site avant exécution, vérifiées par le représentant du maître d'œuvre. Cette méthode aboutit à déterminer le montant et la décomposition du prix global et forfaitaire du bon de commande. Le bon de commande sera alors réglé sur les bases de ce prix global et forfaitaire. Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG travaux, ce prix global et forfaitaire n'a pas à figurer dans un état supplémentaire des prix forfaitaires conclu par avenant.

A défaut de précisions sur la forme du prix, le montant du bon de commande est payé par application d'un forfait.

5. CALCUL DU MONTANT DES TRAVAUX

5.1 Généralités

Les travaux sont rémunérés de la façon suivante :

- Si un prix est indiqué au BATIPRIX et au BPU, le prix le moins cher entre celui du BATIPRIX et celui du BPU s'applique,
- Lorsque le prix est uniquement indiqué au BPU, le prix du BPU s'applique,
- Lorsque le prix est uniquement indiqué au BATIPRIX, le prix du BATIPRIX pondéré des coefficients de charge KB s'applique,
- Lorsque les prix ne sont référencés ni au BATIPRIX ni au BPU, le titulaire appliquera le coefficient de peine et soins (KF) à l'ensemble du devis fournisseur.

5.2 BATIPRIX

Les prestations non prévues au BPU sont rémunérées au BATIPRIX.

Les prix d'ensemble dits « PRIX COMPOSES » ou « PRIX COMPLETS » **doivent être appliqués en priorité lorsqu'ils correspondent exactement à l'ouvrage à exécuter**. Ils tiennent compte des éventuelles surconsommations.

5.3 Coefficient de peine et soin

Le titulaire appliquera le coefficient de peine et soin KF au devis du fournisseur non référencé au BPU et au BATIPRIX

Le coefficient de peine et soin KF comprendra toutes les charges fiscales ou autres frappant les travaux, et notamment :

- ✓ tous les frais liés à l'acquisition des pièces,
- ✓ les frais de port éventuels ou d'acheminement sur site (hors moyens exceptionnels),
- ✓ les frais afférent à l'assurance,
- ✓ les frais généraux de la société,
- ✓ l'ensemble des dispositions, consignes et mesures figurant dans le présent marché.

Ce coefficient sera appliqué sur le prix d'achat réel qui sera justifié par la production du devis du fournisseur du titulaire. A titre de vérification, par sondage durant la durée de validité de l'accord-cadre, il pourra être exigé du titulaire qu'il présente à la réception des travaux, sa facture d'achat de ces fournitures.

6. MODALITES DE REGLEMENT

Par dérogation aux articles 12.1 à 12.5 du CCAG travaux, le titulaire remet sa demande de paiement sous la forme d'une facture selon les modalités suivantes :

6.1 Mentions obligatoires de la facture

La facture doit porter toutes les mentions légales (cf. art. 242 nonies A de l'annexe II au CGI), et notamment :

- la date de facture,
- le numéro d'identification unique, la raison sociale, le SIRET ou SIREN,
- les montants HT et TTC,
- le taux de TVA appliqué et son montant,

ainsi deux informations figurant sur le bon de commande :

- la référence de l'engagement juridique (n° d'EJ)
- le code du Service Exécutant (code SE) : D10711K035
- Le code du service de la structure : D10711K035_02: CAC RNS1

Il est demandé de joindre à cette facture la copie de la 1^{ère} page du bon de commande.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Le **sous-traitant** joint à sa facture l'accord pour paiement du titulaire.

6.2 Transmission de la facture

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Pro** à l'adresse suivante :



7. AVANCE

Une avance de 30% est versée au titulaire à la notification du bon de commande, dans les conditions de l'article R2191-3 et R2191-16 du code de la commande publique

8. DELAI(S) D'EXECUTION – PENALITES ET PRIMES

8.1 Délai (s) d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux, le délai global d'exécution des travaux objet d'un bon de commande est fixé dans le bon de commande.

Le calendrier détaillé d'exécution sera établi pendant la période de préparation du chantier et deviendra contractuel. Il est élaboré par le titulaire, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution. Le calendrier détaillé distingue, le cas échéant, les différents ouvrages. Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le maître de l'ouvrage.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire concerné, le calendrier détaillé peut être modifié, le cas échéant par le maître d'œuvre, dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG/travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par courriel.

8.2 Prolongation de(s) délai(s) d'exécution

Par dérogation à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux, en dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG/travaux, la prolongation du délai d'exécution pourra également résulter d'une décision du représentant du maître d'ouvrage.

Si une mauvaise organisation de la part du titulaire conduit, sous l'effet des intempéries, à des arrêts de chantier normalement évitables, le maître d'œuvre signifie à l'entreprise la mauvaise organisation des travaux. Ces arrêts de chantier ne sont pas pris en considération pour la prolongation du délai d'exécution. Si les arrêts de chantier ou le retard dans l'amenée du matériel ne sont pas évitables mais se trouvent allongés par la mauvaise organisation du titulaire, la prolongation du délai d'exécution qui peut lui être accordée, est réduite pour tenir compte de sa responsabilité.

Pour autant qu'il y ait entrave à l'exécution des travaux, sur appréciation du maître d'œuvre, le délai d'exécution est prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels ci-après dépasse les intensités et durées limites suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite	Durée
---------------------	------------------	-------

Vent	Pointe 20m/s	1 pointe
Pluie	30 mm/jour	>=3 jours consécutifs
Température	+ 32°C ou - 5° C	>=3 jours consécutifs
Neige	5 cm	>=3 jours consécutifs

Lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels :

Centre Départemental Météo France Saint Jacques-de-la-Lande

Afin de pouvoir bénéficier d'une prolongation, le titulaire devra remettre au maître d'œuvre le relevé météo de la station météo précitée sous un mois sous peine de forclusion.

8.3 Pénalités

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG/travaux, les dispositions ci-dessous s'appliquent également en cas de non-respect des délais intermédiaires correspondant aux interventions successives des titulaires de chaque lot, arrêtés dans le planning d'exécution et ses éventuelles mises à jour.

Par dérogation à l'article 19.2.1, les pénalités sont dues dès le 1^{er} euro sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'œuvre.

8.3.1 Retard dans l'exécution des travaux

En cas de retard dans les délais d'exécution des travaux fixés au bon de commande, une pénalité journalière est opérée, dans les conditions stipulées à l'article 19.1 du CCAG/travaux sur les sommes dues au titulaire.

Par dérogation aux articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG/travaux, le montant de cette pénalité est fixé à 100 €/jour calendaire de retard.

8.3.2 Retard dans la remise du devis et/ou du mémoire descriptif et estimatif

En cas de retard dans la remise d'un devis et/ou du mémoire descriptif et estimatif, une pénalité journalière est opérée. Le montant de cette pénalité est fixé à 100 € par jour calendaire de retard.

8.3.3 Retard dans la remise des documents à fournir avant, au cours et après exécution (autre que le devis et le mémoire descriptif estimatif)

8.3.3.1 Avant exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents d'exécution nécessaires durant la période de préparation, une pénalité fixée à 500 € par jour calendaire de retard est appliquée tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu pour la période de préparation.

8.3.3.2 Pendant l'exécution des travaux

En cas de retard dans la remise des documents attendus en cours de travaux sur demande du maître d'œuvre, une pénalité fixée à 500 € par jour calendaire de retard est appliquée tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique et démarre à l'expiration du délai prévu par ordre de service.

8.3.3.3 Après l'exécution des travaux

L'ensemble des documents prévus à l'article 40 du CCAG travaux sera remis au plus tard à la date de demande de réception par le titulaire. En cas de retard dans la remise de ces documents, une pénalité journalière de 500 € par jour calendaire de retard sera appliquée tant que l'intégralité de ces documents ne sera pas remise.

8.3.4 Réunions de chantier

Les comptes rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise pour la prochaine réunion. Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre. En cas d'absence à la réunion de chantier (à partir de 15 mn de retard) le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à 100 €.

8.3.5 Non repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

A l'expiration du délai de 30 jours après mise en demeure, les dispositions prévues par l'article 37.2 du CCAG/travaux seront mises en œuvre aux frais du titulaire, sans préjudice d'une pénalité journalière de 100 € par jour calendaire de retard.

8.3.6 Défaut de balisage ou non-respect de la sécurité des lieux ou de la propreté du chantier

Une pénalité de 200 € par jour calendaire de retard sera appliquée en cas d'absence de balisage ou de non-respect de la sécurité ou défaut de propreté du chantier.

8.3.7 Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le Titulaire encourt une pénalité de 1000 € par jour calendaire de retard, pour sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du maître d'ouvrage et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du maître d'ouvrage notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

8.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 50.4 1^{er} alinéa du CCAG/travaux, lorsque le représentant du maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire ne peut prétendre à une indemnité de résiliation.

En revanche, le titulaire a droit à être indemnisé des frais et investissements engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, sous réserve qu'il apporte toutes les justifications.

8.5 Dispositif de vigilance avec e-Attestations.com

8.5.1 Présentation du dispositif e-Attestations

Le maître d'ouvrage s'est doté de la plateforme sécurisée e-Attestations qui permet aux opérateurs économiques de déposer toutes les informations et documents obligatoires à partager uniquement avec les donneurs d'ordres.

Elle est entièrement gratuite.

Elle nécessite la création d'un compte sur la plateforme qui est connectée aux administrations.

E-Attestations agrège des données directement auprès de tiers producteurs de confiance comme le RNCS, les URSSAF, la DGFIP, etc.

Aussi le titulaire n'a qu'à compléter les informations et documents manquants dans son dossier.

Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com/index.php/comment-ca-marche/pour-les-declarants>

8.5.2 Documents à produire

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com/EAttestationsFO/fo/E-Attestations.html>

Le titulaire assume le rôle qui lui est imparti par les textes en vigueur en matière de réglementation du droit du travail.

Il s'assure que ses **entreprises sous-traitantes**, établies en France, respectent les obligations réglementaires, en veillant, tous les six mois, à ce que ces dernières déposent sur la plateforme e-Attestation les documents mentionnés ci-dessus.

En cas d'inexactitude, de refus de produire ou de non-remise de ces documents, le maître d'ouvrage peut résilier le marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire dans les conditions prévues à l'article 50.3 du CCAG Travaux.

9. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

9.1 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux et produits

9.1.1 Provenance des matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

En outre, en application du décret n° 96-1133 du 24 décembre 1996, il est fait interdiction à l'entrepreneur principal, à ses cotraitants et à ses sous-traitants éventuels de mettre en œuvre des matériaux, produits et composants contenant des fibres d'amiantes quelle qu'en soit la variété.

Les cas d'exception temporaires prévus par ledit décret ne pourront être acceptés qu'après production d'une « déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et ce en conformité avec les arrêtés du 24 décembre 1996 relatifs pour le premier « au formulaire de déclaration en vue d'exceptions à l'interdiction d'amiante » et pour le second « aux exceptions à l'interdiction de l'amiante ».

9.1.2 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le CCTP définit les compléments et dérogations éventuelles à apporter aux dispositions du CCAG/travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives, sur le chantier.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications, ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

10. PREPARATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

10.1 Période de préparation

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

10.1.1 Par les soins du maître d'œuvre

- délivrance des autorisations d'accès au site
- désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux
- moyens et installations mis à disposition
- approbation du calendrier détaillé d'exécution

10.1.2 Par les soins du titulaire / des entrepreneurs

10.1.2.1 Documents soumis au visa du maître d'œuvre

- établissement et remise au maître d'œuvre de la liste nominative des personnels, comme défini à l'article 1.5.3 du présent CCAP,
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux, conformément à l'article 28.2 du CCAG/travaux.
Il sera accompagné du projet d'installation de chantier et des ouvrages provisoires ainsi que d'une notice précisant les dispositions projetées susceptibles d'avoir des conséquences sur le dimensionnement des ouvrages,
- remise au maître d'œuvre d'un échéancier prévisionnel des acomptes mensuels,

Par dérogation à l'article 28.2.2 2^{ème} alinéa du CCAG/travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre.

10.1.2.2 Documents non soumis au visa du maître d'œuvre

- remise au maître d'œuvre d'une copie de la déclaration d'ouverture de chantier pour tout chantier employant dix personnes au moins pendant plus d'une semaine adressée à l'inspection du travail dans les armées :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN
75015 PARIS - cedex

(Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur, cotraitant, sous-traitant et travailleur indépendant).

10.1.2.3 Documents relatifs à l'hygiène et à la sécurité

- établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé prévue par les articles L4532-9 et R4532-56 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur cité au 1.7 du présent CCAP.

Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitant et sous-traitant).

L'absence de remise au coordonnateur du plan particulier fait obstacle à l'exécution proprement dite des travaux.

- mise au point définitive par les entrepreneurs des installations communes d'hygiène nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de la simultanéité de leur présence sur le chantier.

10.1.2.4 Documents relatifs à la gestion des déchets de chantier

- remise au maître d'ouvrage du schéma d'organisation et de gestion des déchets prévu par l'article 36.2.1 du CCAG/travaux.

10.2 Mesures de sécurité contre l'incendie

10.2.1 Travaux par points chauds - permis de feu

En ce qui concerne les travaux par points chauds (opérations de soudage, d'oxycoupage, de brasage, de meulage, de décapage, de dégivrage, de collage, etc.), le titulaire devra obtenir au préalable l'autorisation du maître d'œuvre qui lui délivrera un permis de feu (demande à effectuer au minimum 48h avant intervention de l'entreprise). Ce dernier devra être signé par l'officier sécurité incendie de la DGA-MI, il sera inséré dans le registre de prévention du chantier et indiquera :

- la nature, le lieu, la date et la durée des prestations à effectuer ;
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie ;
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le lieu concerné.

10.2.2 Protection contre l'incendie

Le titulaire devra assurer, sous sa seule responsabilité et à ses frais, les mesures de protection contre l'incendie comportant:

- la présence obligatoire, sur le chantier et dans les véhicules, d'extincteurs en état de fonctionnement ;
- l'obligation de désigner, sur le chantier, un responsable assurant à tous les arrêts de travail, le contrôle des mesures de sécurité.

10.3 Mesures à prendre pour les travaux d'électricité

Les personnels ayant en charge des travaux d'électricité devront :

- détenir le recueil UTE C 18-510 lorsqu'ils exercent les fonctions de responsable de consignation de travaux ou d'intervention;
- être en possession des habilitations requises délivrées en fonction de leur qualification.

10.4 Travaux non prévus

Par dérogation aux articles 14.4.1, 14.4.2, 14.4.3 et 14.4.4 du CCAG/travaux, en l'absence d'avenant ou de décision de poursuivre prise par le représentant du maître d'ouvrage et notifiée par ordre de service du maître d'œuvre, le titulaire doit arrêter les travaux lorsque ces derniers atteignent le montant contractuel.

Lorsque la masse des travaux exécutés atteint le montant contractuel, l'entrepreneur doit arrêter les travaux s'il n'a pas reçu un ordre de service lui notifiant la décision de les poursuivre prise par le maître d'ouvrage. Cette décision n'est valable que si elle indique le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis, le dépassement éventuel de ce montant limite devant donner lieu à la même

procédure et entraîner les mêmes conséquences que celles qui sont définies ci-après pour le dépassement du montant contractuel.

L'entrepreneur est tenu d'aviser le maître d'œuvre, un mois au moins à l'avance de la date à laquelle le montant contractuel des travaux sera atteint. L'ordre de poursuivre les travaux au-delà du montant contractuel, s'il est donné, doit être notifié dix jours au moins avant la date probable à laquelle les travaux atteindront le montant contractuel.

A défaut d'ordre de poursuivre, les travaux qui sont exécutés au-delà du montant contractuel ne sont pas payés et les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

A défaut d'ordre de poursuivre, les mesures conservatoires à prendre, décidées par le maître d'œuvre, sont à la charge du maître de l'ouvrage sauf si l'entrepreneur n'a pas adressé l'avis prévu ci-dessus.

10.5 Documents fournis après exécution des travaux.

Les documents visés à l'article 40 du CCAG/travaux seront fournis, en trois exemplaires papier et un exemplaire informatique sur le support USB, les documents papiers, validés seront scannés sous format .pdf, les plans sous format DGN (compatible MICROSTATION V8) et .dwg.

11. CONTRÔLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

Par dérogation à l'article 41 du CCAG/travaux, la certification de service fait vaut réception des travaux.

11.1 Essais pour la vérification des résultats

Les résultats des essais définis au CCTP seront transmis par le titulaire à la maîtrise d'œuvre selon les modalités définies au CCTP avant la réception des installations, le maître d'ouvrage étant averti, au plus tard, la veille du début de la réalisation des essais.

Dans le cas où les essais ne se seraient pas réalisés dans le délai prescrit, le représentant du maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais de l'entrepreneur.

Dans le cas où les résultats des essais ne sont pas satisfaisants, l'entrepreneur, conformément aux articles 41.4 et 41.6 du CCAG/travaux, doit remédier aux imperfections constatées ou faire la preuve que la non obtention du résultat est imputable à une cause indépendante de son installation.

11.2 Garanties particulières

Sans objet

12. REGLEMENT DES LITIGES

Par dérogation à l'article 55.1.4 du CCAG travaux lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition du représentant du maître d'ouvrage ou le rejet implicite de sa demande portant sur le décompte général, il doit, sous peine de forclusion, dans un délai de 1 mois à compter de la notification de cette proposition ou dans le cas prévu à l'article 55.1.3 du CCAG/travaux à compter de l'expiration d'un délai de 45 jours, transmettre en la personne du directeur central du service d'infrastructure de la défense (DCSID), avec copie adressée au représentant du maître d'ouvrage, son mémoire en réclamation tel que rédigé et communiqué au représentant du maître d'ouvrage au titre de l'article 55.1.1 du CCAG/travaux à l'adresse suivante :

Direction centrale du service d'infrastructure de la défense
Sous-direction achats infrastructure
Bureau assistance juridique des marchés d'infrastructure
Section litiges et contentieux
3 rue de l'Indépendance américaine
CS 80601 78013 VERSAILLES Cedex

Dès lors le DCSID dispose de 60 jours à compter de la date de réception du mémoire pour notifier au titulaire une décision. Si aucune décision n'est notifiée dans ce délai au titulaire ou s'il rejette cette décision, le titulaire dispose de 6 mois à partir de la notification de cette décision pour porter sa réclamation devant le tribunal administratif compétent.

A défaut de saisine du DCSID dans le délai précité, le délai de 6 mois court à l'issue de la procédure décrite à l'article 55.1 du CCAG travaux.

Passé ce délai de 6 mois, le titulaire est considéré comme ayant renoncé à tout recours contentieux sur le fondement de son mémoire de réclamation.

13. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP (et du CCTP) sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

- L'article 1.4 du présent CCAP déroge à l'article 3.6.1.2 du CCAG/travaux
- L'article 2 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.2 du présent CCAP déroge à l'article 9.4.2 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 19 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 10.6 du CCAG/travaux
- L'article 3.2.3 du présent CCAP déroge à l'article 19.4 du CCAG/travaux
- L'article 4.2 du présent CCAP déroge à l'article 13.5 du CCAG/travaux
- L'article 6 du présent CCAP déroge aux articles 12.1 à 12.5 du CCAG/travaux
- L'article 8.1 du présent CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.2 du présent CCAP déroge à l'article 18.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.3 du présent CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG/travaux
- L'article 8.3 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG/travaux
- L'article 8.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG/travaux
- L'article 8.3.1 du présent CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG/travaux
- L'article 8.4 du présent CCAP déroge à l'article 50.4, 1^{er} alinéa, du CCAG/travaux
- L'article 10.1.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 28.2.2, 2^{ème} alinéa, du CCAG/travaux
- L'article 10.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.4.1 du CCAG/travaux
- L'article 10.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.4.2 du CCAG/travaux
- L'article 10.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.4.3 du CCAG/travaux
- L'article 10.4 du présent CCAP déroge à l'article 14.4.4 du CCAG/travaux
- L'article 11 du présent CCAP déroge à l'article 41 du CCAG/travaux
- L'article 12 du présent CCAP déroge à l'article 55.1.4 du CCAG/travaux